

RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 00073

Numéro SIREN : 908 924 517

Nom ou dénomination : JM 2 A

Ce dépôt a été enregistré le 23/05/2023 sous le numéro de dépôt 11208

JM 2 A
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
(A ASSOCIE UNIQUE)
CAPITAL SOCIAL DE 500 EUROS
SIEGE SOCIAL : 17, RUE DE CALAIS
13012 MARSEILLE
R.C.S. MARSEILLE 908 924 517

PROCES - VERBAL DE DELIBERATIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'An Deux Mille Vingt-Trois,
Le dix-sept avril,
A neuf heures,

L'Associé Unique, Monsieur Julien ALBERTAZZI, également président de la société JM 2 A, a délibéré sur l'Ordre du Jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- ⇒ Rapport du Commissaire aux apports sur l'évaluation des biens apportés ;
- ⇒ Augmentation du capital social pour le porter de 500 euros à la somme de 230 500 euros, par création de 230 000 actions nouvelles à libérer par apport en nature ;
- ⇒ Conditions et modalités de l'émission des actions nouvelles ;
- ⇒ Modification corrélative des statuts ;
- ⇒ Pouvoirs à donner pour effectuer tous dépôts et formalités de publicité.

L'Associé Unique adopte les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Associé Unique, en considération :

- (i) du contrat d'apport conclu entre Monsieur Julien ALBERTAZZI et la société JM 2 A en date du 28 mars 2023 (**Annexe 1. Contrat d'Apport**), aux termes duquel Monsieur Julien ALBERTAZZI fait apport pur et simple à la société JM 2 A de la pleine propriété de **CINQ CENTS (500)** actions de la société A&C COMPAGNIE ¹, pour une valeur de **DEUX CENT TRENTE MILLE EUROS (230 000 €)** ;

¹ Société par Actions Simplifiée au capital de 15 000 euros, dont le siège social est à MARSEILLE (13001) – 7, rue de la Paix Marcel Paul, et qui est immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro 843 537 515.



et

- (ii) après avoir pris connaissance du rapport du Commissaire aux Apports, la société OMEGA+ Consultants, Commissaire aux apports désigné par l'Associé Unique,

déclare approuver les termes du contrat d'apport ainsi que les apports eux-mêmes sous réserve de l'approbation de l'évaluation de ces derniers par la résolution suivante.

décide, sous la même réserve, d'augmenter le capital social de la société JM 2 A, actuellement fixé à la somme de **CINQ CENTS EUROS (500 €)**, d'une somme de **DEUX CENT TRENTE MILLE EUROS (230 000 €)**, ce qui le porte à la somme de **DEUX CENT TRENTE MILLE CINQ CENTS EUROS (230 500 €)**, et ce par la création de **DEUX CENT TRENTE MILLE (230 000)** actions nouvelles de **UN EURO (1 €)** chacune de valeur nominal, émises au pair, entièrement libérées et attribuées de la manière suivante en rémunération des apports susmentionnés :

❖ **A Monsieur Julien ALBERTAZZI,**

à concurrence de 230 000 actions nouvelles, ci

230 000 actions,

Les actions nouvelles seront assimilées aux actions anciennes notamment pour l'application de toutes les dispositions statutaires et elles donneront jouissance des mêmes droits à compter de ce jour.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport du Commissaire aux apports, la société **OMEGA+ Consultants**, Commissaire aux comptes inscrit, Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 Euros sise 144, rue de la Pilotine - 83270 SAINT-CYR-SUR-MER, immatriculée au R.C.S. de MARSEILLE sous le numéro 480 353 747, représentée par Monsieur Jean SPIRA, son président, rapport déposé auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de MARSEILLE dans les huit jours au moins précédant la présente délibération, **déclare** approuver l'évaluation qui a été faite, des apports effectués ainsi que le montant de la rémunération stipulée.

TROISIEME RESOLUTION

L'Associé Unique, comme conséquence de l'approbation des apports et de leur évaluation, **constate** que l'augmentation de capital social visée à la première résolution se trouve définitivement réalisée à compter de ce jour.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Associé Unique, comme conséquence des résolutions qui précèdent, **décide** de modifier ainsi les articles 6 et 7 des statuts, à savoir :

« ARTICLE 6 – APPORTS

Le soussigné apporte en numéraire à la société, une somme de CINQ CENTS EUROS, libérée intégralement.

Ladite somme de CINQ CENTS EUROS (500 €) correspondant à la totalité du capital social a été régulièrement déposée par l'associé unique, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque Société Marseillaise de Crédit 75 rue Paradis 13006 MARSEILLE ainsi qu'il résulte de l'attestation établie par ladite banque en date du 10 novembre 2021 à laquelle est demeurée annexée la « liste des souscripteurs » avec l'indication des sommes versées.

Le retrait de cette somme sera accompli par le président sur présentation du certificat du registre du commerce et des sociétés attestant l'immatriculation de la société audit registre.

Lors de la délibération de l'associé unique en date du 17 avril 2023 il a été décidé d'augmenter le capital social d'un montant de **DEUX CENT TRENTE MILLE EUROS (230 000 €)** par apports en nature réalisés par **Monsieur Julien ALBERTAZZI**, ce qui a porté le montant total des apports en capital à la somme de **DEUX CENT TRENTE MILLE CINQ CENTS EUROS (230 500 €)**.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **DEUX CENT TRENTE MILLE CINQ CENTS EUROS (230 500 €)**.

Il est divisé en **DEUX CENT TRENTE MILLE CINQ CENTS (230 500)** actions de **UN EURO (1 €)** de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, souscrites en totalité et intégralement libérées.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Associé Unique prend acte que les dispositions de l'article L 225-129 VII al. 1 du Code de commerce relatives à l'obligation de se prononcer lors de toute augmentation de capital sur un projet tendant à réaliser une augmentation de capital au profit des salariés, ne sont pas applicables à la société compte tenu du fait que l'augmentation de capital social est réalisée par apports en nature.

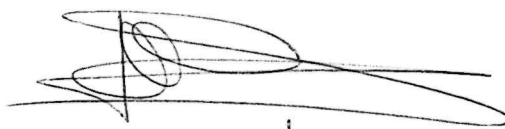
SIXIEME RESOLUTION

L'Associé Unique confère tous pouvoirs au président ou à tout porteur de copies ou d'extrait du procès-verbal des délibérations de la présente délibération, à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le président et associé unique.

LE PRESIDENT / ASSOCIE UNIQUE
Monsieur Julien ALBERTAZZI



CONTRAT D'APPORT D'ACTIONS

« Monsieur Julien ALBERTAZZI / Société JM 2 A »

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Julien ALBERTAZZI,
Né le 1^{er} octobre 1987 à NOGENT SUR MARNE (94),
Demeurant 17, rue de Calais,
13012 MARSEILLE,
de nationalité française,
pacsé sous un régime de séparation de biens,

Ci-après désigné l' « **Apporteur** »,

ET

La Société JM 2 A,
Société par Actions Simplifiée au capital social de 500 euros,
Dont le siège social est sis 17, rue de Calais,
13012 MARSEILLE,
Immatriculée au R.C.S. de MARSEILLE sous le numéro 908 924 517,
Représentée par son président, Monsieur Julien ALBERTAZZI,

Ci-après désignée la « **Bénéficiaire** »,

IL A ETE CONVENU ET EXPOSE CE QUI SUIT :

1/ Concernant la société Bénéficiaire de l'apport

Monsieur Julien ALBERTAZZI est associé unique et président de la société JM 2 A, qui est une Société par Actions Simplifiée au capital de 500 euros, dont le siège social est sis 17, rue de Calais, 13012 MARSEILLE, et qui est immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro 908 924 517.

Monsieur Julien ALBERTAZZI détient actuellement, et avant ses apports, 500 actions de 1 euro soit 100% du capital social de la société JM 2 A.

La société JM 2 A a pour objet, en France et à l'étranger : « Prise de participations financières ou d'intérêts dans tous groupements, sociétés et entreprises industrielles, commerciales, financières et immobilières, française ou étrangères, créées ou à créer et ce par tous moyens, notamment par voie d'apport, de souscription ou d'achat de titres, de fusion ou de groupe ».

La société JM 2 A est soumise à l'Impôt sur les Sociétés. Elle clôture son exercice social au 31 décembre de chaque année.

2/ Concernant la société dont les titres sont apportés

Monsieur Julien ALBERTAZZI est associé et directeur général de la société A&C COMPAGNIE, qui est une Société par Actions Simplifiée au capital de 15 000 euros, dont le siège social est sis 7 rue de la Paix Marcel Paul - 13001 MARSEILLE, et qui est immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro 843 537 515.



Monsieur Julien ALBERTAZZI détient actuellement, et avant ses apports, 500 actions de 10 euros soit 33,33% du capital social de la société A&C COMPAGNIE.

La société A&C COMPAGNIE a pour objet, en France et à l'étranger : « Activité de débit de boisson, Snacking sur Place, Petite Restauration sur place ».

La société A&C COMPAGNIE est soumise à l'Impôt sur les Sociétés. Elle clôture son exercice social au 31 décembre de chaque année.

3/Apports

Monsieur Julien ALBERTAZZI envisage de faire un apport à la société JM 2 A des 500 actions qu'il détient dans la société A&C COMPAGNIE.

Il est encore précisé que conformément aux dispositions légales et réglementaires, l'associé unique de la société JM 2 A a décidé, aux termes d'une délibération en date du 10 mars 2023, de désigner la société **OMEGA+ CONSULTANTS**, Commissaire aux comptes inscrit, Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 Euros sise 144, rue de la Pilotine - 83270 SAINT-CYR-SUR-MER, immatriculée au R.C.S. de MARSEILLE sous le numéro 480 353 747, représentée par Monsieur Jean SPIRA, son président, **en qualité de commissaire aux apports** avec pour mission d'apprécier, sous sa responsabilité la valeur des apports en nature que Monsieur Julien ALBERTAZZI envisage de faire à la société JM 2 A.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

I. APPORTS

Par l'effet des présentes, l'Apporteur apporte au Bénéficiaire, qui l'accepte, sous réserve de la réalisation de la condition suspensive ci-après convenue, et sous les conditions ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après déterminés et lui appartenant.

Cet apport consiste en :

- **CINQ CENTS (500) actions, représentant 33,33 % du capital social, de la société A&C COMPAGNIE, dont les principales caractéristiques ont été données ci-dessus.**

Pendant toute la durée des présentes, l'Apporteur s'interdit de conférer aucun droit réel ou personnel ni aucune charge quelconque sur les titres de la société A&C COMPAGNIE objet des présentes, ou d'en disposer sous quelque forme que ce soit.

II. ORIGINE DE PROPRIETE

L'Apporteur est propriétaire des actions qu'il détient dans la société A&C COMPAGNIE :

- pour les avoir reçues, à la constitution de la société en date à MARSEILLE du 25 octobre 2018, en contrepartie d'apports en numéraire (à hauteur de 100 actions) ;
- pour les avoir souscrites, au titre d'une augmentation de capital social, en date à MARSEILLE du 19 février 2019 en contrepartie d'une compensation avec une créance certaine, liquide et exigible détenue sur la société (à hauteur de 400 actions).

III. CHARGES ET CONDITIONS DES APPORTS

La Bénéficiaire sera propriétaire des actions apportées à compter de la réalisation de la condition suspensive ci-après convenue.

A compter dudit jour, la société Bénéficiaire exercera seule les droits attachés à la qualité d'associé de la société A&C COMPAGNIE et sera subrogée dans tous les droits et obligations en découlant, sans recours possible contre l'Apporteur.

IV. EVALUATION ET REMUNERATION DE L'APPORT

L'intégralité des actions apportées, correspondant à 33,33 % du capital social de la société A&C COMPAGNIE, a été évaluée à la somme de **DEUX CENT TRENTE MILLE EUROS (230 000 €)**, et ce sur la base de plusieurs méthodes (à savoir, « Valeur Patrimoniale », « Valeur de Productivité », et « Capitalisation du bénéfice net moyen »).

Etant à ce titre précisé, que la méthode de Capitalisation du bénéfice net moyen, est apparue comme la méthode la plus pertinente afin de valoriser la société A&C COMPAGNIE, à savoir :

Valeur de la société A&C COMPAGNIE :

Capitalisation du bénéfice net moyen :

Valeur

Bénéfice moyen

95 964 Euros

X Coefficient de rendement

9 ans

Résultat de la méthode :

863 676 Euros,
soit ramené au pourcentage de
33,33% détenu par l'Apporteur, une
somme de 287 863 Euros ramenée à la
somme de **230 000 Euros** du fait de
l'application d'une décote de minorité
de 20%

En contrepartie de l'apport ainsi effectué par l'Apporteur, il lui sera attribué DEUX CENT TRENTE MILLE (230 000) actions de la société Bénéficiaire, la société JM 2 A, d'une valeur nominale de UN EURO (1 €), émises au pair dans le cadre de l'augmentation de capital sociale corrélative.

V. CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention produira ses effets dès lors :

- qu'elle aura été approuvée par l'associé unique de la société Bénéficiaire, la société JM 2 A, dans le cadre de l'augmentation de capital social de cette société.

VI. DECLARATIONS FISCALES

1/ Droits d'enregistrement :

Les apports relatés aux présentes constituent des apports purs et simples de biens autres que des immeubles, droits immobiliers, fonds de commerce ou clientèles, à concurrence de **DEUX CENT**

TRENTE MILLE EUROS (230 000 €) et sont exonérés de droits d'enregistrement, en application des dispositions de l'article 810-I du Code général des impôts.

2/ Plus-values :

Conformément aux articles 150-0 B ter I et suivants du CGI, la plus-value réalisée à l'occasion de cet apport sera soumise au régime de report d'imposition applicable en cas d'apport à une société contrôlée par l'Apporteur.

Ce report de plus-values serait alors remis en cause en cas de non-respect des conditions fixées à l'article 150 0 B ter (notamment en cas de cession ultérieure des titres reçus en rémunération de l'apport ou lors de la cession, du rachat, du remboursement ou de l'annulation par la société JM 2 A des titres de la société A&C COMPAGNIE, dans le délai de TROIS (3) ans à compter de ce jour, sauf réinvestissement dans les conditions prévues par la réglementation fiscale).

VII. AUTRES DECLARATIONS

L'Apporteur déclare :

- que le présent apport a été, dès avant ce jour, agréé par la société A&C COMPAGNIE,
- qu'il est seul propriétaire des titres dont il fait apport par les présentes,
- que les titres apportés par lui sont libres de toutes sûretés et charges de quelque nature que ce soit qui pourraient réduire leur valeur ou limiter leur jouissance et sont libres de toutes options, accords, réclamations de quelque nature que ce soit,
- qu'il a tous pouvoirs et capacité aux fins des présentes et peut valablement transférer ses droits sur les titres qu'il apporte,
- que le présent apport n'est susceptible d'entraîner aucune exigibilité anticipée au titre de tout emprunt ou encore aucune résiliation au titre de toutes conventions conclues par la société A&C COMPAGNIE,
- que le présent apport n'entraîne en rien l'annulation des engagements personnels éventuellement pris par l'Apporteur pour le compte de la société A&C COMPAGNIE antérieurement à l'apport, et notamment de toutes cautions personnelles de l'Apporteur venant en garantie des engagements de la société A&C COMPAGNIE,
- qu'à sa connaissance, la société A&C COMPAGNIE dont les actions sont apportées, n'est ni en redressement judiciaire ni en liquidation judiciaire.

VIII. AFFIRMATION DE SINCERITE

Les soussignés affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération convenue entre eux.

IX. FORMALITES

La réalisation de l'apport objet des présentes fera l'objet d'une inscription sur le registre des mouvements de titres tenu auprès de la société A&C COMPAGNIE.

X. FRAIS – ELECTION DE DOMICILE

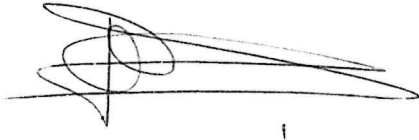
Pour tous litiges qui pourraient survenir pendant l'exécution ou à la suite des présentes, les parties déclarent faire élection de domicile aux adresses indiquées ci-dessus pour chacune d'elles.

Tous les frais, droits et honoraires relatifs aux présentes seront dus par la société Bénéficiaire qui s'y engage.

FAIT A MARSEILLE
LE 28 MARS 2023

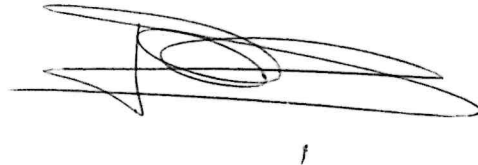
L'Apporteur

Monsieur Julien ALBERTAZZI

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke, positioned above a small vertical tick mark.

La Bénéficiaire

Pour la Société JM 2 A
Monsieur Julien ALBERTAZZI

A handwritten signature in dark ink, similar in style to the one on the left, positioned above a small vertical tick mark.

JM 2 A

Société par Actions Simplifiée au capital de 230 500 Euros

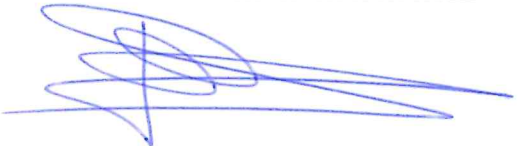
Siège social : 17, rue de Calais

13012 MARSEILLE

908 924 517 R.C.S MARSEILLE

STATUTS

Certifiés conformes à l'original

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Statuts mis à jour en date du 17 avril 2023

STATUTS

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Julien ALBERTAZZI

Demeurant 17 rue de Calais, 13012Marseille

Né le 01 octobre 1987 à Nogent sur Marne (94)

Partenaire d'un pacs

De nationalité française

A ETABLI AINSI QU'IL SUI LES STATUTS D'UNE SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE QU'IL A DECIDE D'INSTITUER.

TITRE I

FORME – OBJET – APPELLATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL – DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

« Prise de participations financières ou d'intérêts dans tous groupements, sociétés et entreprises industrielles, commerciales, financières et immobilières, françaises ou étrangères, créées ou à créer et ce par tous moyens, notamment par voie d'apport, de souscription ou d'achat de titres, de fusion ou de groupe.

« Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement ou de le rendre plus rémunérateur.

« Ainsi que la participation de la société à toutes entreprises ou sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social, et ce par tous moyens, notamment par voie d'apport, de souscription ou d'achat d'actions, de parts sociales ou de parts bénéficiaires, de fusion, de société en participation, d'alliance ou de commandite. »

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

« JM 2 A »

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

**17 rue de Calais
13012 Marseille**

Le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe est décidé par le Président. Dans tous les autres cas, le transfert du siège social résulte d'une décision collective des actionnaires ou d'une décision de l'actionnaire unique.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

TITRE II APPORTS – CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 - APPORTS

Le soussigné apporte en numéraire à la société, une somme de **CINQ CENTS EUROS**, libérée intégralement,

Ladite somme de **CINQ CENTS EUROS (500 €)** correspondant à la totalité du capital social a été régulièrement déposée par l'associé unique, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque Société Marseillaise de Crédit 75 rue Paradis 13006

Marseille ainsi qu'il résulte de l'attestation établie par ladite banque en date du 10 novembre 2021 à laquelle est demeurée annexée la « liste des souscripteurs » avec l'indication des sommes versées.

Le retrait de cette somme sera accompli par le président sur présentation du certificat du registre du commerce et des sociétés attestant l'immatriculation de la société audit registre.

Lors de la délibération de l'associé unique en date du 17 avril 2023, il a été décidé d'augmenter le capital social d'un montant de DEUX CENT TRENTE MILLE EUROS (230 000 €) par apports en nature réalisés par Monsieur Julien ALBERTAZZI, ce qui a porté le montant total des apports en capital à la somme de DEUX CENT TRENTE MILLE CINQ CENTS EUROS (230 500 €).

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **DEUX CENT TRENTE MILLE CINQ CENTS EUROS (230 500 €)**.

Il est divisé en **DEUX CENT TRENTE MILLE CINQ CENTS (230 500)** actions de **UN EURO (1 €)** de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, souscrites en totalité et intégralement libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires prise dans les conditions prévues aux statuts.

En cas de pluralité d'actionnaires, ceux-ci peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Toujours en cas de pluralité d'actionnaires, en cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

TITRE III

ACTIONS SOCIALES – TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

ARTICLE 10 - MODALITE DE LA TRANSMISSION DES ACTIONS

Les cessions d'actions consenties par l'associé unique sont libres.

Si la société vient à comporter deux ou plusieurs actionnaires, les dispositions ci-après relatives à l'agrément des cessions d'actions et au droit de préemption s'appliqueront de plein droit, à savoir :

1° Toutes les cessions d'actions, sont soumises au respect du droit de préemption conféré aux associés dans les conditions définies au présent article à l'exception des cessions entre associés et entre conjoint.

2° L'actionnaire cédant notifie au président de la société et à chacun des actionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, son projet de cession en indiquant :

- le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession ;
- l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale, les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de deux mois à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions, dont la cession est projetée, l'actionnaire cédant pourra réaliser librement ladite cession.

3° Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au président dans le délai de deux mois au plus tard de la réception de la notification du projet de cession visé au 2° ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions que l'actionnaire souhaite acquérir.

4° A l'expiration du délai de deux mois visé au 2° ci-dessus, le président notifie à l'actionnaire cédant par lettre recommandée avec accusé de réception, les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le président entre les actionnaires qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leurs participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'actionnaire cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées.

5° En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de 15 jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

ARTICLE 11 – AGREMENT

1° Toutes les cessions d'actions à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés, sauf à l'exception des associés et des conjoints.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

2° La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3° La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la notification de la demande visée au 2° ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4° Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 15 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de deux mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 12 – NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles ci-dessus sont nulles.

ARTICLE 13 – MODIFICATION DANS LE CONTROLE D'UNE SOCIETE ACTIONNAIRE

1° En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du code de commerce du contrôle d'une société actionnaire, celle-ci doit en informer le président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société actionnaire pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 15 des présents statuts.

2° Dans les 15 jours de la réception de la notification visée au 1° ci-dessus, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3° Les dispositions du présent article s'appliquent à l'actionnaire qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

ARTICLE 14 – EXCLUSION

En cas de pluralité d'actionnaires, est exclu de plein droit tout actionnaire faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un actionnaire peut être prononcée dans les cas suivants :

- changement de contrôle d'une société actionnaire,
- violation des statuts,
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société,
- exercice d'une activité concurrente de celle de la société.

L'exclusion d'un actionnaire est décidée par l'assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- information de l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'assemblée générale ; cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles ;
- information identique de tous les autres actionnaires ,
- lors de l'assemblée générale, l'actionnaire dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

L'actionnaire exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de 15 jours à compter de l'exclusion, aux autres actionnaires au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'accord commun entre les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la société.

Le prix des actions de l'actionnaire exclu doit être payé à celui-ci dans les 10 jours de la décision de fixation du prix.

ARTICLE 15 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

TITRE IV

MANDATAIRE SOCIAUX – COMMISSAIRES AUX COMPTES – CONVENTIONS - DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 16 – PRESIDENT – DIRECTEUR GENERAL

16. 1 – PRESIDENT

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou pas de la société.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le premier président de la société est :

Monsieur Julien ALBERTAZZI

Demeurant 17 rue de Calais, 13012Marseille

Né le 01 octobre 1987 à Nogent sur Marne (94130)

De nationalité française

Monsieur Julien ALBERTAZZI accepte les fonctions de Président et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

Le président est nommé sans limitation de durée par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés ou par une décision de l'actionnaire unique.

Il peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'en prévenir les associés ou l'associé unique deux mois au moins à l'avance.

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La rémunération du président est fixée par une décision collective des actionnaires ou par une décision de l'actionnaire unique. Elle peut être ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le président est révocable à tout moment par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés ou par une décision de l'actionnaire unique.

16.2 – DIRECTEUR GENERAL

La société peut être représentée à l'égard des tiers, par un directeur général, personne physique ou morale, associé ou pas de la société.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de directeur général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient directeur général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le directeur général est nommé sans limitation de durée par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés ou par une décision de l'actionnaire unique.

Il peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'en prévenir les associés ou l'associé unique deux mois au moins à l'avance.

Le directeur général représente la société à l'égard des tiers et dispose des mêmes pouvoirs que le président.

Comme le président, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que seule la publication des statuts suffise à constituer une telle preuve.

La rémunération du directeur général est fixée par une décision collective des actionnaires ou par une décision de l'actionnaire unique. Elle peut être ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le directeur général est révocable à tout moment par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés ou par une décision de l'actionnaire unique.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'actionnaire unique ou les actionnaires peuvent nommer un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes dans les conditions légales et statutaires.

Sont tenus de désigner un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui dépassent à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants, fixés par décret en conseil d'Etat : le total de leur bilan, le montant de leur chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice.

Sont également tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiée qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L 233-16, une ou plusieurs sociétés ou qui sont contrôlées au sens des mêmes II et III par une ou plusieurs sociétés.

Même si les conditions prévues aux deux alinéas précédents ne sont pas atteintes, la nomination d'un commissaire aux comptes peut toujours être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Conformément aux dispositions légales, un commissaire aux comptes suppléant peut être nommé. En cas de nomination, le commissaire aux comptes suppléant est désigné en vue de remplacer le titulaire en cas de décès, d'empêchement, de démission de celui-ci.

Le(s) commissaire(s) aux comptes effectue(nt) les vérifications et contrôles et établissent les rapports prévus par la loi. Leurs attributions sont fixées par la loi.

La rémunération d'un commissaire aux comptes est fixée suivant les modalités réglementaires en vigueur.

Tout commissaire aux comptes de la société est désigné pour une durée de six exercices.

ARTICLE 19 – DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE OU DES ACTIONNAIRES

1° DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

L'actionnaire unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi à la collectivité des actionnaires lorsque la société comporte plusieurs actionnaires. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

L'actionnaire unique prend les décisions concernant les opérations suivantes :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;

- Nomination et révocation du président,
- Nomination des commissaires aux comptes,
- Dissolution et liquidation de la société,
- Augmentation et réduction du capital,
- Fusion, scission et apports partiel d'actifs,
- Transfert de siège social autre département non limitrophe,
- Toutes modifications statutaires.

Les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions de l'actionnaire unique sont constatées dans un registre côté et paraphé.

2° DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

Si la société comporte plusieurs actionnaires, les seules décisions qui relèvent de la compétence des actionnaires sont celles pour lesquelles la loi et les présents statuts imposent une décision collective des actionnaires. Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président.

Dans ce cas, les décisions collectives des actionnaires sont prises, sur consultation du président, par l'établissement d'un procès-verbal de décision mentionnant la communication préalable de l'ensemble des informations et documents permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause.

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité en application de l'article L 227-19 du code de commerce ou des dispositions des présents statuts requérant une majorité spécifique, les décisions collectives sont adoptées dans les conditions suivantes :

- Décisions prises à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés :
 - Approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
 - Nomination, révocation, rémunération du président et du directeur général,
 - Nomination des commissaires aux comptes,
 - Transfert de siège social autre département non limitrophe.
- Décisions prises à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés :
 - Dissolution et liquidation de la société,
 - Augmentation et réduction du capital social,
 - Fusion, scission et apport partiel d'actifs,
 - Agrément des cessions d'actions,
 - Exclusion d'un actionnaire,
 - Toutes modifications statutaires.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire.

Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises aux choix du président en assemblée ou par consultation. Elles peuvent également s'exprimer dans un acte unanime signé par tous les associés.

Tous moyens de communication –vidéo, télécopie, etc.- peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Tout actionnaire peut demander la réunion d'une assemblée générale.

L'assemblée est convoquée par le président. La convocation est faite par tous moyens 15 jours avant la date de la réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président. L'assemblée peut désigner un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de 10 jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai de 10 jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque actionnaire.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des actionnaires sont valablement certifiés conformes par le président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est faite valablement par le liquidateur.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2022.

ARTICLE 21 – COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Les délégués du comité social et économique exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

ARTICLE 22 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 23 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 24 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code de commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la Société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 25 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent

l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 26 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 27 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 28 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 29 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté à l'actionnaire, ledit état étant annexé aux présents statuts.

ARTICLE 30 – PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés au président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original d'une copie ou d'un original des présentes pour effectuer toutes autres formalités.